

**EN ATTENDANT LA RÉVISION DU STATUT ET DU RÉGIME INDEMNITAIRE****Les communaux arrachent des acquis**

**Rencontre fructueuse entre la Fédération nationale des employés du secteur des communes et des représentants du ministère de l'Intérieur. Cinq revendications du syndicat ont été satisfaites en attendant d'autres rencontres décisives autour de la révision du statut des communaux et du régime indemnitaire.**

**Nawal Imès - Alger (Le Soir) -** Sur une plateforme de revendications de 15 points, 5 sont désormais acquis pour la fédération affiliée au Snapap. Selon le procès-verbal signé jeudi entre le ministère de l'Intérieur et les représentants des travailleurs, les agents contractuels recrutés, notamment ceux chargés du nettoyage, sur des grades de fonctionnaire vont désormais bénéficier du même

régime indemnitaire que les agents titulaires. Ils vont désormais bénéficier des mêmes primes que les titulaires. Le ministère de l'Intérieur a donné instruction pour accorder le régime indemnitaire avec effet rétroactif à partir du 1<sup>er</sup> janvier 2008. Les chargés de missions de sécurité au niveau des daïras et les assistants de sécurité au niveau des communes seront, quant à eux, reclassés et intégrés, ils rece-

vront également des rappels puisque le reclassement en question se fera avec effet rétroactif. Les agents exerçant dans le cadre du dispositif d'aide à l'insertion professionnelle ou du filet social seront désormais prioritaires pour le recrutement qui sera désormais interne pour peu que ces employés justifient du diplôme exigé pour le poste. Une circulaire d'application de cette décision va être envoyée à l'ensemble des communes afin de permettre à cette catégorie justifiant souvent de plusieurs années d'ancienneté d'être intégrée. Au sujet de l'indemnité de l'agent de guichet et du délégataire de l'état civil, les représentants du ministère de l'Intérieur ont fait savoir à la

Fédération nationale des employés du secteur des communes que les textes d'application étaient en cours et que le paiement de ces primes se fera dès l'achèvement du recensement des agents au niveau des 1 541 communes. Un recensement qui, selon le Snapap, ne se fait pas à la vitesse voulue. Un gros dossier est cependant toujours en suspens : celui du statut particulier et du régime indemnitaire pour lequel une autre réunion est prévue prochainement. Les deux parties ont, en effet, retenu le principe de rencontres cycliques tous les deux mois afin d'étudier les revendications des communaux.

N. I.

**CAMPAGNE CÉRÉALIÈRE 2011-2012****173 céréaliculteurs rejoignent le «Club 50»**

**Le club 50, instauré depuis trois ans, et qui regroupe les céréaliculteurs ayant réalisé lors d'une campagne un rendement à l'hectare de l'ordre de 50 quintaux, s'est élargi, cette saison, et de manière significative.**

**M. Kebci - Alger (Le Soir) -** Ainsi, ils sont 173 professionnels à dépasser et de loin ce seuil et ce, aux quatre coins du pays, avec 68 céréaliculteurs de l'Est, 52 du Centre et 53 autres de l'Ouest du pays. Les trois premiers, tous de Biskra, de ce hit-parade, ont dépassé la barre des 70q/ha avec le groupe Tahraoui (84q/ha), Hassani Ben Sayeh Ben Salah (79q/ha) et Ahmed Tayeb (70q/ha).

Hier, le ministre de l'Agriculture et du Développement rural a organisé en l'honneur de tout ce beau monde, une cérémonie où des prix leur ont été attribués.

Une tradition qui est à sa troisième édition qui vise, comme le dira Rachid Benaïssa dans son allocution, à «valoriser l'effort fourni, à mettre en place les conditions d'émulation, de concurrence et d'encouragement au sein des professionnels de la céréaliculture».

Le but étant, poursuivra le ministre, «d'augmenter les rendements à l'hectare, de constituer des groupes d'agriculteurs et de référence par zone de production et la création de pôles de vulgarisation et de diffusion des performances réalisées au niveau des exploitations agricoles». Et dans leurs prises de parole, des lauréats ont tenu à saluer l'initiative et à louer

les mérites de ces performances qui n'auraient jamais pu être réalisées sans les efforts déployés par les professionnels de la filière céréalière. Notamment, comme le dira plus d'un intervenant, «la maîtrise de la mécanisation, le recours de plus en plus fréquent aux semences certifiées, les fertilisants adaptés à la culture céréalière utilisés à des doses maîtrisées et aux moments opportuns et aux traitements phytosanitaires nécessaires».

Autant de facteurs d'ordre technique qui ont fait que, comme le soulignera Amor Benamar, le président du comité interprofessionnel des céréales, «si le professionnel a réussi, c'est parce qu'il a suivi un itinéraire technique». Et de poursuivre qu'«il faut connaître la terre, ce qu'on doit lui donner pour qu'elle nous offre ce qui est attendu d'elle».

Des éléments techniques qui n'auraient certainement pas suffi à moderniser la filière sans cette batterie de mesures incitatives et d'encouragements mise en branle par les pouvoirs publics dans le cadre de la politique du nouveau agricole et rural, comme l'installation du CIC avec ses 6 démembrements régionaux dans les principaux pôles céréaliers du pays (Oran, Ouargla, Sétif, Tiaret, Blida et Constantine) et l'instauration du fameux Rfig (le prêt à taux bonifié de la Banque de l'agriculture et du développement rural d'une année pouvant être prorogée de six mois en cas de force majeure).

Un prêt dont les intérêts sont à la charge de la tutelle qui a permis à plus d'une exploitation agricole individuelle ou collective, de coopéra-

tives, de groupements, d'associations et de fédérations agricoles de large consommation, de financer l'acquisition d'intrants nécessaires à leurs activités agricoles, d'aliments de bétail, de moyens d'abreuvement, de produits médicamenteux vétérinaires...

Ceci, outre l'amélioration du système d'irrigation (mobilisation et utilisation économique des eaux...), l'acquisition de matériels agricoles, la construction ou la réhabilitation des infrastructures d'élevage et de stockage au niveau des exploitations agricoles et la construction ou l'installation de serres et le repeuplement ou peuplement des étables, des bergeries et des écuries.

Et le ministre de l'Intérieur et des Collectivités locales, présent à cette cérémonie, n'a pas manqué de louer les mérites de cette politique du nouveau agricole et rural qui a su, dira-t-il, «prendre acte des limites et donc de l'échec des précédentes politiques agricoles, notamment celles adoptées au lendemain de l'indépendance».

Ould Kablia, qui a fait, à l'occasion, une rétrospective succincte de ces politiques, menées, dira-t-il, «sur des bases purement idéologiques, sans aucune étude préalable», évoquera ces détenteurs de concessions agricoles n'ayant pas encore entamé leur exploitation, exhortant, fort à propos, la tutelle de l'agriculture, à agir dans ce sens en multipliant les inspections à l'effet de débusquer ces indus professionnels.

M. K.

**11<sup>e</sup> COLLOQUE AFRICAÏN DE L'INFORMATIQUE ET DES MATHÉMATIQUES****Les chercheurs plaident pour un meilleur développement sud-sud**

**Hafid Aourag, directeur général de la recherche scientifique et du développement technologique (DGRSDT) a déploré, hier, le retard accusé par l'Algérie concernant le calcul intensif alors qu'elle était classée parmi les leaders dans le domaine au cours des années 1980. Le responsable intervenait lors du 11<sup>e</sup> colloque africain sur la recherche en informatique et en mathématiques appliquées (CARI 2012).**

**F.-Zohra B. - Alger (Le Soir) -** Pour Hafid Aourag, les mathématiques et l'informatique sont des domaines d'excellence pour la recherche en Algérie.

Les chercheurs en mathématique, selon lui, «font preuve de rigueur et de savoir-faire et ont démontré des résultats bien qu'ils ne soient pas nombreux».

M. Aourag annoncera aussi la création à l'horizon 2014 d'un centre international de recherche en mathématiques.

Le directeur de la DGRSDT dira, par ailleurs, qu'il existe 30 laboratoires de recherche en mathématiques à l'université et une communauté de 1 000 chercheurs.

Pour le responsable, il s'agissait de réunir les chercheurs africains pour une visibilité sud-sud, précisant que les préoccupations des pays africains diffèrent de celles du Nord. Il notera, en outre, que le défi est aussi d'arriver à l'indépendance de la couverture spa-

tiale en Afrique. Le directeur général de la recherche scientifique a souligné le fait que les chercheurs en informatique assurent trois publications par an.

Le responsable déplorera, toutefois, le retard accusé par l'Algérie concernant le calcul intensif alors qu'elle était dans les années 1980 parmi les leaders dans ce domaine.

«Ceci d'autant que le calcul haute performance qui est un moyen important pour le développement socioéconomique du pays fait défaut en Algérie», souligne M. Aourag.

Le calcul intensif est un outil indispensable aussi bien pour les chercheurs que pour les industriels dans un grand nombre de disciplines. Il a souligné aussi que

l'Etat algérien a investi pour la création de centres de calcul intensif dans le but de développer de super calculateurs dans 19 universités. «Une fois finalisé, le projet devrait permettre à l'Algérie de figurer dans le top 100 dans le domaine de l'informatique», a précisé l'intervenant.

La rencontre qui rassemble des universités africaines, centres de recherche français et organismes internationaux a réuni les représentants de la communauté scientifique africaine.

Le programme de la rencontre comporte 62 communications scientifiques sélectionnées parmi 166 articles soumis et des conférences animées par des spécialistes internationaux.

F.-Z. B.

**Le ministre de la Pêche et des Ressources halieutiques à Oran**

Hier samedi, le ministre de la Pêche et des Ressources halieutiques était en visite de travail dans la wilaya d'Oran où il a visité le port de pêche d'Arzew qui dispose d'une flottille d'une centaine d'embarcations pour une production de l'ordre de 600 tonnes de poisson par an. Il s'est ensuite rendu au niveau du port de Kristel en cours de construction, qui devrait être réceptionné d'ici la fin de l'année, et ce, même si les travaux et techniques de la protection de sa jetée, en raison des vents violents de l'Ouest qui l'entourent, ont nécessité plus de temps que prévu.

L'occasion pour les professionnels de la pêche d'exposer au ministre leurs problèmes socio-professionnels, notamment les indemnisations en raison du repos biologique, les aides ou encore les crédits accordés par l'Etat pour la rénovation ou le renouvellement de la flottille de pêche qui prend de l'âge en raison de sa vétusté ainsi que le volet de la protection sociale des marins, des pêcheurs et de leurs ayants droit.

Suite à sa visite de travail et d'inspection, le ministre de la Pêche et des Ressources halieutiques a donné le coup d'envoi officiel de l'année pédagogique 2012-2013 dans le domaine de la pêche et de l'aquaculture au sein de l'Institut de technologie, des pêches et de l'aquaculture (ITPAO), qui accueillera pour cette nouvelle rentrée pédagogique quelque 120 nouveaux inscrits.

La nouveauté pour cette rencontre, le lancement de quatre nouvelles filières dans le domaine de la formation d'officiers, de lieutenants de pêche et de mécaniciens, de techniciens supérieurs et de patrons côtiers.

Lors de cette cérémonie d'ouverture, le ministre de la Pêche et de Ressources halieutiques a indiqué que lors du dernier plan quinquennal 2010-2014, son département a bénéficié d'un montant de 1,8 milliard de dinars pour la rénovation, l'aménagement et l'équipement des structures de formation par des techniques de pointe, conformément aux recommandations et conventions internationales établies en matière des activités de la pêche en haute mer ainsi que la protection des gens de la mer.

L'on saura que l'ITPAO sera doté dans le courant de cette année de simulateurs pour la pêche en haute mer, pour un montant de 20 milliards de centimes.

A.B.